

## Pas d'impôt supplémentaire en 2015 selon François Hollande, oui, si on oublie les hausses conséquentes déjà prévues

François Hollande a annoncé jeudi 7 novembre sur TF1 qu'il n'y aura aucune création nouvelle d'impôt l'an prochain, ce qui ne peut que susciter l'incrédulité de nos compatriotes, puisqu'un certain nombre de hausses sont déjà annoncées pour 2015.

Avec Michel  
Garibal

**François Hollande a inventé un nouveau mode d'expression : le principe d'irréalité.** Il s'exprime toujours comme s'il vivait dans un monde parallèle, éloigné du quotidien des Français, un monde d'optimisme qui n'a rien à voir avec ce que connaissent nos compatriotes.

D'où une succession d'engagements qui ne tiennent pas la route : il y a eu celui de l'inversion de la courbe du chômage. Cette fois, dans une émission destinée au grand public, il assure qu'il n'y aura aucune création nouvelle d'impôt l'an prochain. Ce qui ne peut que susciter l'incrédulité de nos compatriotes, puisque la même promesse avait été faite l'an dernier pour 2014 et n'a pas été tenue.

D'autant qu'un certain nombre de hausses sont déjà annoncées pour 2015, concernant le prix du gazole, la redevance télé, la modulation des allocations familiales, qui vont peser sur le pouvoir d'achat des ménages. Et puis, l'hypocrisie du pouvoir trouve aussi un autre mode d'expression, en resserrant de quelques crans les taux sur les prélèvements existants. Ainsi, l'augmentation des droits de mutation prévue pour cette année sera pérennisée pour les prochaines années, vient de promettre Manuel Valls. De même, la revalorisation des bases qui permettent la hausse des impôts locaux sera discrètement assurée en répercutant un rythme d'inflation que l'on gonflera pour la circonstance. La possibilité de majorer la taxe d'habitation est déjà pratiquement organisée, officiellement pour les villes disposant d'un patrimoine immobilier et foncier insuffisamment utilisé. Mais on peut être assuré que l'ensemble des taxes foncières sera relevé compte tenu de la diminution des aides de l'Etat aux collectivités locales. **Et certains prosélytes du gouvernement seraient partisans de donner un coup de pouce aux prélèvements sociaux malgré leur poids déjà excessif.**

Car les engagements au plus haut niveau de l'Etat sonnent creux. Qui peut croire François Hollande décidé à "chausser des bottes de sept lieues pour rendre le pays plus fort", alors que la politique suivie lui apporte un démenti permanent ? Sans doute faudrait-il lui conseiller d'abandonner ses lunettes roses, qui génèrent un optimisme artificiel conduisant l'Etat à surestimer les perspectives de croissance de l'économie, avec les rentrées fiscales supplémentaires qui lui seraient liées. Il est alors nécessaire, en cours d'exercice, de trouver d'urgence des mesures nouvelles pour freiner la dérive des déficits et l'on multiplie alors les mesurette au coup par coup par la politique du rabot, qui pénalise l'économie tout en créant un climat d'instabilité de plus en plus insupportable, au lieu de se fixer un cap pour une politique fiscale de long terme. Cette politique de gribouille est dénoncée par la Commission de Bruxelles qui souligne les artifices auxquels recourt la France, comme on l'a vu avec les 3,6 milliards de recettes nouvelles prévues pour financer le prochain budget, notamment en assurant que le pays pourrait continuer à financer sa dette l'an prochain avec des taux d'intérêt très bas, au moment où les milieux financiers internationaux prévoient une remontée du loyer de l'argent en raison de la nouvelle politique américaine.

Tout cela est au fond le fruit d'une sorte de consensus de la majorité parlementaire pour s'opposer à tout changement en profondeur, comme si les réformes s'avéraient trop périlleuses. **Le puissant front du refus qui enserme notre pays n'est pas près d'être démantelé.**